

En un coup d'œil

Nos principales réalisations en 2015

175,3 millions

de services de santé sexuelle et reproductive dispensés

82

changements de politique et/ou législatifs en faveur de la santé et des droits sexuels et reproductifs

4,8 millions

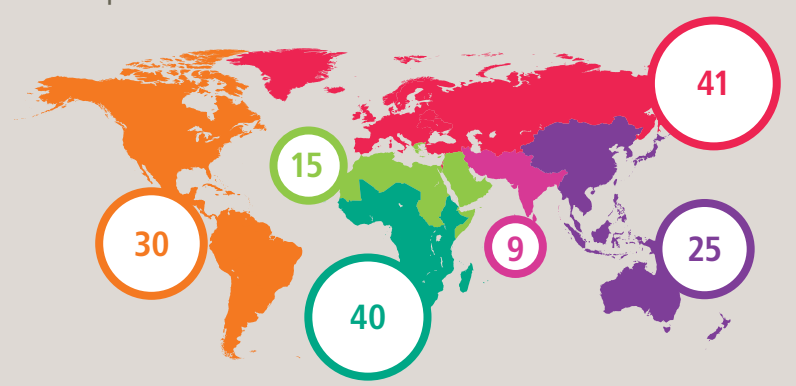
de grossesses non intentionnelles évitées*

1,2 million

d'avortements non sécurisés évités†

Qui sommes-nous

L'IPPF, la Fédération internationale pour la planification familiale, est un prestataire mondial de services et un défenseur de premier ordre de la santé et des droits sexuels et reproductifs pour tous. Nous sommes un mouvement mondial d'organisations nationales qui œuvrent avec et pour les communautés et les individus.



160 associations membres et partenaires collaborateurs

Des millions de volontaires

33 000 employés

86 %

d'associations membres utilisent un programme écrit pour fournir aux jeunes une éducation sexuelle intégrée

85 %

des associations membres comptent au moins un jeune au sein de leur conseil d'administration

80 %

de nos financements sont destinés à des pays présentant des niveaux de développement humain de faibles à moyens

71 %

des associations membres ont une politique écrite relative à l'égalité des sexes

Prestation de service*

62 millions

de personnes ont reçu des services dispensés par l'IPPF



82 % sont pauvres et vulnérables



Jeunes



Personnes vivant avec le VIH



Travailleur(se)s du sexe



Populations déplacées



Groupes à la sexualité diverse



Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes



Survivants de violence sexuelle



Personnes handicapées

2 % Autres méthodes contraceptives



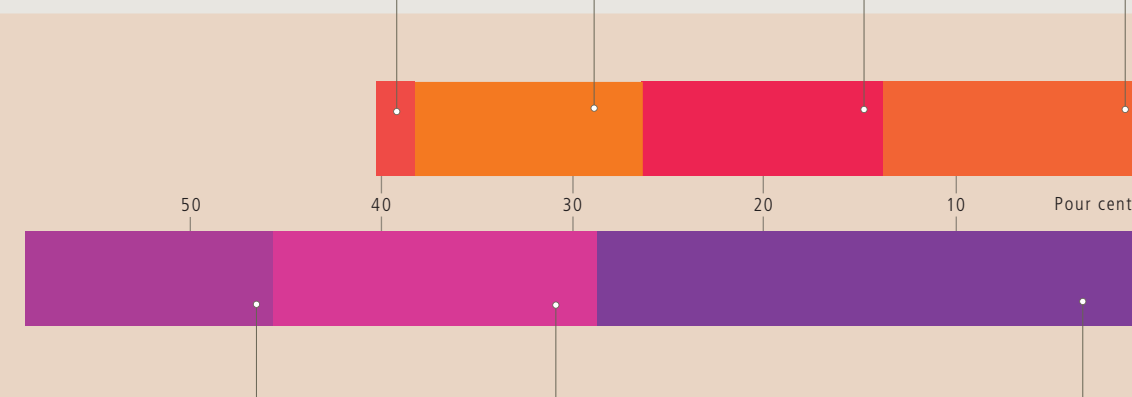
12 % Préservatifs



13 % Pilule contraceptive orale



14 % Injectables



41 % de CAP provenant de méthodes à courte durée d'action

59 % de CAP grâce à des méthodes à action prolongée et permanente



15,7 millions de couples-années de protection†

4,8 millions de grossesses non intentionnelles évitées†



1,2 million d'avortements non sécurisés évités†



105,7 millions de services non-contraceptifs dispensés



175,3 millions de services de santé sexuelle et reproductive dispensés



69,6 millions de services contraceptifs dispensés

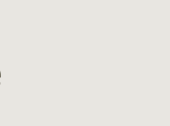
1,5 million Services urologiques



4,3 millions Services liés à l'avortement



6,6 millions Soutien psychologique spécialisé



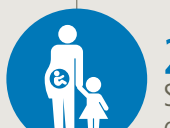
1,4 million Stérilité



6,4 millions SSR médicaux



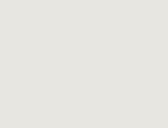
22,2 millions Services gynécologiques



22,7 millions Santé maternelle et infantile



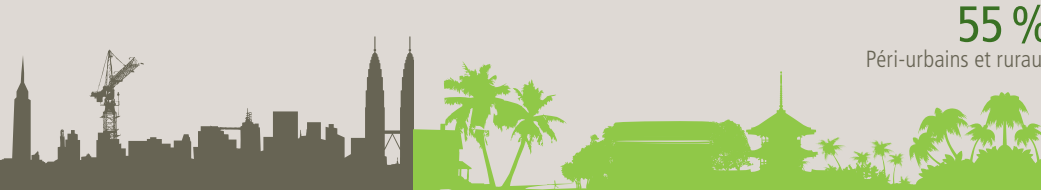
40,7 millions Services liés au VIH (y compris les IST)



45 245 points de prestation de service

Implantation de nos points de prestation de service

45 % Urbains



55 % Péri-urbains et ruraux



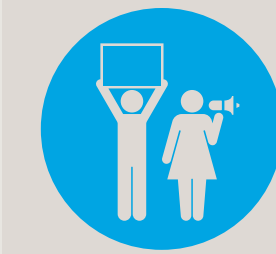
Plus de la moitié de nos points de prestation de service sont des distributeurs basés dans la communauté

* Parce qu'ils ont été arrondis, il est possible qu'une fois additionnés, les chiffres qui figurent dans ce document ne correspondent pas aux totaux indiqués, et que les pourcentages ne reflètent pas les chiffres précisément.

† Le nombre de grossesses non intentionnelles et d'avortements à risque évités est estimé en utilisant le modèle Impact 2 (version 3) de Marie Stopes International.

‡ Le couple-année de protection (CAP) mesure le nombre total d'années de protection contraceptive fournie à un couple.

Plaidoyer mondial



Depuis 2012, l'IPPF participe à l'ensemble des grands événements qui ont abouti à l'établissement de l'ordre du jour de 2030 pour le développement durable, soulignant l'importance de la santé et des droits sexuels et reproductifs et des actions de plaidoyer visant à leur inclusion dans les objectifs de développement durable.

Le point fort de nos actions de plaidoyer a été concrétisé par l'inclusion dans l'ordre du jour de **l'égalité des sexes** et de **l'autonomisation des femmes**, de la **santé sexuelle et reproductive** et des **droits reproductifs**.



Bonne santé et bien-être (Objectif 3)

Cible 3.1 : Réduire la mortalité maternelle

Cible 3.3 : Mettre fin à l'épidémie de sida et d'autres maladies

Cible 3.7 : Assurer l'accès de tous à des services de soins de santé sexuelle et procréative



Égalité des sexes (Objectif 5)

Cible 5.6 : Assurer l'accès de tous aux soins de santé sexuelle et procréative et faire en sorte que chacun puisse exercer ses droits en matière de procréation

Si vous souhaitez apporter votre soutien au travail de l'IPPF ou de l'une de nos associations membres au moyen d'une contribution financière, veuillez visiter notre site web www.ippf.org ou contacter le Bureau Central de l'IPPF à Londres, au Royaume-Uni.

Publié en juin 2016 par International Planned Parenthood Federation

4 Newhams Row
London SE1 3UZ
Royaume-Uni

tél +44 (0)20 7939 8200
fax +44 (0)20 7939 8300

web www.ippf.org
e-mail info@ippf.org

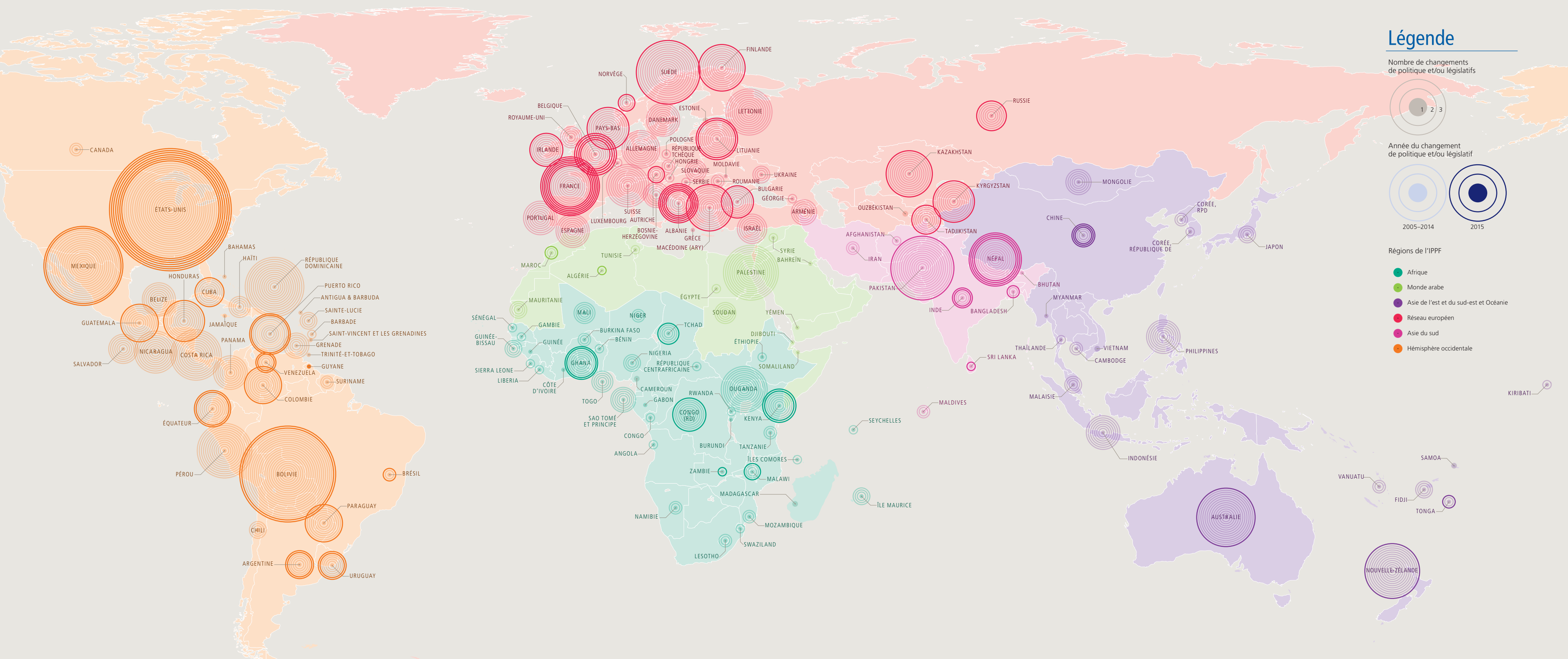
Organisation caritative enregistrée
au Royaume-Uni n° 229476

Réussites d'actions de plaidoyer, par pays 2005–15

Les actions de plaidoyer de l'IPPF créent un environnement favorable à l'augmentation de l'accès aux services, à la promotion des droits sexuels et de l'égalité des sexes, et à la réduction de la stigmatisation et de la discrimination. Les associations membres changent la vie de millions de personnes en contribuant à des changements de politiques et législatifs qui soutiennent la santé et les droits reproductifs et en bloquant tout changement potentiellement néfaste.

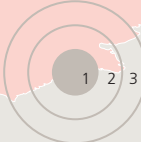
Entre 2005 et 2015, les associations membres et les partenaires collaborateurs ont contribué à **816** changements de politique et/ou législatifs

à l'appui ou à la défense de la santé et des droits sexuels et reproductifs dans **151** pays.

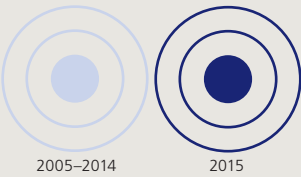


Légende

Nombre de changements de politique et/ou législatifs



Année du changement de politique et/ou législatif



Régions de l'IPPF

- Afrique
- Monde arabe
- Asie de l'est et du sud-est et Océanie
- Réseau européen
- Asie du sud
- Hémisphère occidentale

Asociación Pro-Bienestar de la Familia de Guatemala (APROFAM)

Une nouvelle loi au Guatemala a retardé l'âge minimum du mariage à 18 ans, qui était auparavant de 14 pour les filles et de 16 pour les garçons. APROFAM a travaillé avec les législateurs, a sensibilisé le public à la question et a rencontré des représentants du gouvernement pour discuter des effets nuisibles du mariage précoce et forcé.

Planned Parenthood Federation of America (PPFA)

La PPFA a travaillé sans relâche à la protection des droits des femmes américaines à prendre des décisions médicales personnelles concernant leurs grossesses. Dans 13 États, ces efforts ont permis d'empêcher la promulgation de lois qui auraient gravement enfreint l'accès à l'avortement en introduisant, par exemple, des échographies obligatoires, des périodes d'attente et des restrictions sur les prestataires.

Planned Parenthood Association of Ghana (PPAG)

Pour répondre au besoin non satisfait élevé de moyens modernes de contraception, le gouvernement du Ghana a lancé sa première stratégie nationale sur les préservatifs et les lubrifiants qui vise à en accroître l'accessibilité et l'abordabilité. La PPAG a représenté la société civile tout au long du processus de consultation et a participé à l'élaboration de la stratégie.

Planned Parenthood Association of Zambia (PPAZ)

Le gouvernement zambien a invité la PPAZ pour qu'elle participe à l'examen de la politique nationale des jeunes. La contribution technique de l'association a été déterminante lors du processus de révision et a abouti à l'inclusion de la santé sexuelle et reproductive et de l'éducation sexuelle intégrée dans la politique révisée.

Association Marocaine de Planification Familiale (AMPF)

Au Maroc, les étudiants à l'université et en formation professionnelle sont désormais pris en charge par le régime national d'assurance-santé, qui est gratuit et comprend des services liés aux infections sexuellement transmissibles. L'AMPF a documenté le besoin de ces services parmi les étudiants universitaires et a rencontré des parlementaires pour solliciter leur soutien.

Albanian Center for Population and Development (ACPD)

Un changement du droit du travail en Albanie interdit la discrimination en matière d'emploi fondée sur le sexe, l'identité sexuelle, l'orientation sexuelle, le statut VIH et la grossesse. L'ACPD a travaillé avec d'autres organisations de droits de l'homme, a rencontré des parlementaires et a participé à des débats parlementaires.

Russian Association for Population and Development (RAPD)

Un projet de loi en Russie avait pour objet de restreindre l'accès à l'avortement dans des cliniques privées et de supprimer ce type d'interventions du régime national d'assurance-santé. La RAPD a mené une campagne de sensibilisation médiatique sur les effets nuisibles des modifications proposées et a recueilli le soutien de décideurs politiques pour qu'ils s'opposent au projet de loi.

Family Planning Association of Bangladesh (FPAB)

Au Bangladesh, la régulation menstruelle médicale à base de mifépristone et de misoprostol seulement ne pouvait être fournie que dans des dispensaires publics jusqu'en 2015. La FPAB et d'autres organisations ont convaincu le gouvernement de modifier sa politique afin que des établissements de santé non publics puissent eux aussi fournir ce service, en augmentant ainsi l'accès à de nombreuses femmes.

Family Planning Association of Nepal (FPAN)

La FPAN et d'autres organisations de la société civile ont travaillé pendant six ans avec la Commission nationale des femmes en vue d'adopter une législation visant à sanctionner la violence contre les femmes accusées de sorcellerie. En conséquence, le Parlement a approuvé la loi relative à la sorcellerie, qui rend toute violence punissable par une peine de prison et une amende.

China Family Planning Association (CFPA)

La CFPA a rencontré des représentants du gouvernement et a prononcé une déclaration commune sur les besoins de santé sexuelle et reproductive des populations migrantes en Chine. Grâce à ces efforts, les migrants peuvent maintenant recevoir des services de contraception dans des centres non gouvernementaux, et pas seulement dans des centres d'État comme c'était le cas auparavant.

Réussites d'actions de plaidoyer, par thème 2015

Les associations membres et les partenaires collaborateurs ont contribué à **82** changements de politique et/ou législatifs

à l'appui ou à la défense de la santé et des droits sexuels et reproductifs dans **48** pays.

22 Accès à un avortement sans risque et légal

19 Promotion des droits sexuels et reproductifs

16 Éducation et services destinés aux jeunes

07 Soutien aux personnes vivant avec le VIH

07 Allocations budgétaires nationales consacrées aux SSR, y compris la contraception

05 Accès à la contraception

04 Fin des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés

02 Prévention de la violence sexuelle et fondée sur le sexe